

Paris, le 6 janvier 2022

## **Mesures sanitaires dans les écoles : les petites villes demandent clarté, anticipation et concertation**

Dans un courrier adressé ce jour au ministre de l'Éducation nationale Jean-Michel Blanquer, Christophe Bouillon, maire de Barentin, ancien député de Seine-Maritime, Président de l'Association des Petites Villes de France (APVF) **alerte sur les difficultés rencontrées par nombre de collectivités par la mise en œuvre du nouveau protocole sanitaire scolaire**, lié à la gestion des cas contacts.

Une nouvelle fois, **les mesures ont été connues très tardivement** pour une application immédiate dès la rentrée du 3 janvier, et **annoncées par voie de presse avant que ne soient informés les élus** locaux et les personnels territoriaux et de l'éducation nationale.

L'APVF regrette **l'absence de concertation dans l'établissement et la mise en œuvre de ces nouvelles mesures**. Sa mise en œuvre pratique dans les établissements scolaires accroît considérablement **le désarroi des parents d'élèves, qui se tournent vers les Maires, toujours en première ligne**, pour s'en expliquer.

Si le surcroît de travail considérable occasionné par ces dernières mesures auprès des directeurs d'école, des pharmaciens, et des personnels territoriaux, peut être compris, du fait du contexte sanitaire, il doit pouvoir se justifier avec clarté. **Ces excès bureaucratiques sont incompréhensibles pour les personnels**.

Ainsi, **les exigences de non-brassage des élèves semblent incantatoires** dans la mesure où l'on ne peut plus pousser les murs et où les collectivités agissent en situation financière contrainte.

L'APVF avait par ailleurs déjà mis en garde, avant Noël, le cabinet de M. Blanquer, quant à **l'état de fatigue des personnels**. La multiplication de mesures sanitaires, dont certaines n'ont pas pu être mises en œuvre, affecte les personnels encadrant les enfants, **en engendrant craintes et incertitudes inutiles**.

Par ailleurs, **l'APVF regrette de nouveau l'insuffisante prise en compte des spécificités du périscolaire**. Les mesures du 3 janvier affectent tout particulièrement la gestion de la restauration scolaire.

L'APVF appelle par conséquent à **revoir les outils de communication destinés aux collectivités**. Ainsi, si l'APVF salue la création d'une aide de l'État à **l'obtention de capteurs de CO2**, ce qu'elle demande instamment depuis la rentrée 2021, elle regrette le manque d'information concernant l'existence de cette subvention auprès de toutes les communes. La complexité des modalités de calcul de l'aide sont par ailleurs autant d'obstacles à l'effectivité du dispositif.

Consciente de la gravité de la situation, **l'APVF comprend la difficulté à maintenir les écoles ouvertes tout en proposant un dispositif sanitaire efficace**. Toutefois, la réponse à cette crise sanitaire ne saurait être formulée sans la participation des acteurs de terrain. **Cela suppose de la part du gouvernement anticipation et dialogue**. **L'APVF rappelle sa disponibilité** pour contribuer dans le cadre d'un dialogue constructif à l'élaboration de mesures concrètes, **inspirées du terrain**, pour assurer l'ouverture des services scolaires et périscolaires.

### Contacts Presse

**André ROBERT**, Délégué général - 06 80 84 27 53 - [arobert@apvf.asso.fr](mailto:arobert@apvf.asso.fr)

**Gustave RICHARD**, Conseiller – 06 50 83 85 30 – [grichard@apvf.asso.fr](mailto:grichard@apvf.asso.fr)

## Association des petites villes de France

« Porter la voix des maires des petites villes »

*L'Association des petites villes de France fédère depuis 1990 les petites villes de 2.500 à 25.000 habitants, pour promouvoir leur rôle spécifique dans l'aménagement du territoire. Elle compte aujourd'hui près de 1200 adhérents, présents dans tous les départements de France métropolitaine et d'outre-mer.*

